

**Concours SA classe normale**  
**Option enjeux de la France contemporaine et de l'union européenne**

A l'aide des documents joints et de vos connaissances personnelles, vous répondrez aux questions suivantes :

**Question 1**

**Après avoir présenté le conseil de l'Union Européenne, vous développerez le rôle de la présidence de ce Conseil.**

*Le Conseil de l'UE réunit les 27 États membres. Le Conseil de l'Union européenne, qu'on appelle aussi « Conseil des ministres de l'Union européenne » ou « Conseil », réunit les ministres des États membres de l'Union européenne par domaine d'activité. Il est, avec le Parlement européen, le co-législateur de l'Union européenne. Le Conseil ne compte aucun membre fixe : il réunit les ministres de chaque État membre en fonction du sujet traité. Ceux-ci siègent dans l'une des dix formations compétentes par domaine d'activité (agriculture et pêche, affaires économiques et financières, justice et affaires intérieures...).*

*Chaque État membre assure, par rotation, la présidence du Conseil de l'Union européenne pendant six mois. Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2022, c'est la France qui préside le Conseil de l'UE. La présidence du Conseil organise les réunions, élabore des compromis, rend des conclusions et veille à la cohérence et à la continuité du processus de décision. Elle veille à une bonne coopération entre tous les États membres et assure les relations du Conseil avec les institutions européennes, notamment la Commission et le Parlement européen.*

*La présidence du Conseil est assurée, à tour de rôle, par chaque État membre selon un calendrier établi. Le programme de travail d'une présidence est élaboré sur 18 mois par les trois États (le trio) qui assurent successivement la présidence. La France travaille ainsi avec la République tchèque et la Suède. La République tchèque assurera la présidence au second semestre 2022 et la Suède au 1<sup>er</sup> semestre 2023.*

*Pendant un semestre, la mission de la France à la tête du Conseil de l'UE est d'organiser et de présider toutes les réunions des ministres. C'est en fixant les ordres du jour de ces réunions que la présidence française peut peser sur l'agenda législatif européen. Au-delà des ordres du jour, le pouvoir d'une présidence consiste aussi à rédiger les propositions de compromis. Ces compromis doivent correspondre non seulement aux vœux de la majorité des États mais aussi convaincre la Commission européenne.*

**Question 2**

**Préciser les différences entre le conseil de l'Union Européenne, le conseil de l'Europe et le conseil Européen.**

*Il ne faut pas confondre ce « Conseil de l'Union européenne » avec le « Conseil européen », la réunion des chefs d'État et de gouvernement des 27, qui sert à fixer les priorités, à donner l'impulsion politique et à accompagner la recherche des compromis sur les sujets les plus sensibles.*

*Le Conseil de l'Europe est une organisation intergouvernementale qui rassemble 47 États membres, par le biais des normes juridiques dans les domaines de la protection des droits de l'homme, du renforcement de la démocratie et de la prééminence du droit en Europe. Le Conseil de l'Europe est doté d'une personnalité juridique reconnue en droit international public.*

### **Question 3**

#### **Présenter les différentes compétences de l'Union européenne**

*L'Union européenne (UE) ne possède que les compétences qui lui sont attribuées par les traités (principe d'attribution). En vertu de ce principe, l'UE peut agir uniquement dans les limites des compétences qui lui ont été attribuées par les pays de l'UE dans les traités pour atteindre les objectifs que ces traités établissent. Toute compétence non attribuée à l'UE dans les traités appartient aux pays de l'UE. Le traité de Lisbonne clarifie la répartition des compétences entre l'UE et les pays de l'UE. Il existe 3 grands types de compétences :*

*1. Les compétences exclusives [article 3 du traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE)] : l'UE est la seule à pouvoir légiférer et adopter des actes contraignants dans ces domaines. Les pays de l'UE ne sont pas habilités à le faire eux-mêmes, sauf si l'UE les autorise à mettre en place ces actes.*

*2. Les compétences partagées (article 4 du TFUE) : l'UE et les pays de l'UE sont habilités à légiférer et à adopter des actes contraignants. Cependant, les pays de l'UE ne peuvent exercer leur compétence que dans la mesure où l'UE n'a pas exercé ou a décidé de ne pas exercer la sienne.*

*3. Les compétences d'appui (article 6 du TFUE) : l'UE ne peut intervenir que pour soutenir, coordonner ou compléter les actions des pays de l'UE. Les actes juridiquement contraignants de l'UE ne doivent pas nécessiter une harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des pays de l'UE.*

### **Question 4**

#### **Présenter les différentes normes produites par l'Union Européenne.**

*Par souci de simplification, le nombre des instruments juridiques de l'Union a été réduit de 15 à 5 par le traité de Lisbonne de 2007 (entré en vigueur en décembre 2009). Les cinq instruments sont : le règlement, la directive et la décision qui sont obligatoires ; la recommandation et l'avis, qui ne le sont pas.*

*Le règlement est un acte juridique européen, de portée générale, obligatoire dans toutes ses dispositions. Les États membres sont tenus d'appliquer ces dispositions telles qu'elles sont définies par le règlement. Le règlement est donc directement applicable dans l'ordre juridique des États membres. Il s'impose à tous les sujets de droit : particuliers, personnes morales, États, institutions. Ceci le différencie de la décision, autre acte européen obligatoire dans toutes ses dispositions, mais seulement pour les destinataires qu'il désigne.*

*La directive est un acte juridique européen pris par le Conseil de l'Union européenne avec le Parlement européen ou seul dans certains cas. Elle lie les États destinataires de la directive quant à l'objectif à atteindre, mais leur laisse le choix des moyens et de la forme pour l'atteindre dans les délais fixés par elle. Les États membres doivent transposer la directive dans leur droit national. Il s'agit de rédiger ou de modifier des textes du droit national afin de permettre la réalisation de l'objectif fixé par la directive et d'abroger les textes qui pourraient être en contradiction avec cet objectif. La non-transposition d'une directive peut faire l'objet d'une procédure de manquement devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Les États membres ont le devoir d'informer la Commission sur les mesures prises pour l'application de la directive.*

*La décision est un acte juridique pris par le Conseil de l'Union européenne ou la Commission européenne. Comme le règlement, la décision est obligatoire dans toutes ses dispositions et applicable directement, sans transposition dans le droit national. Elle s'en différencie par le fait qu'elle n'est pas un texte à portée générale.*

## **ANNEXE 1**

### **Présidence Française de l'UE, un boulet ou une opportunité ? La Bulle économique par Marie Viennot. Franceculture.fr**

Tous les 14 ans, la France préside l'Union Européenne, et cela tombe pendant les élections. Un choix politique risqué pour le chef de l'Etat qui espère montrer que l'Europe peut changer. Difficile de faire plus européen comme entrée en matière, et impossible de faire plus européen pour les dernières semaines de son mandat puisqu'aujourd'hui, la France prend la présidence de l'Union Européenne, ou plus précisément du conseil de l'Union Européenne.

[...] La Présidence française sera-t-elle sous influence ? Et de qui ?

A cette question, on peut notamment répondre qu'une partie de l'agenda de ces 6 prochains mois est contraint. Présider l'Union, c'est récupérer des dossiers en cours, négociés depuis des mois, voire des années. Présider oblige même en principe à un devoir d'écoute et de neutralité.

Présider permet néanmoins de faire avancer son agenda européen à plus long terme et de diffuser ses idées. Les priorités qui sont affichées par l'exécutif pour cette Présidence européenne peuvent donc être séparés en deux catégories : les dossiers obligés, hérités, et ceux que le pays qui préside veut mettre au-dessus de la pile.

Ça c'est en temps normal. La présidence tournante qui commence aujourd'hui ne l'est pas. Avec des élections présidentielles en plein milieu, des ministres et un Président sortant qui vont bien devoir un jour faire campagne, on s'attend à une Présidence française effective de moins de 3 mois.

Si alternance il y a, en mai, le nouvel exécutif devra reprendre à la volée les dossiers en cours. Il pourra s'appuyer sur l'administration, et la représentation permanente de la France à Bruxelles, mais il peut y avoir du flottement. Voir ici un article des Echos dans les coulisses des préparatifs. La Présidence française de l'UE va-t-elle changer de visage en cours de route, des ministres inconnus de leurs homologues européens en président ou présidente de séance sur des sujets potentiellement en conflit avec leurs idées politiques ? C'est une inconnue de taille. La France aurait pu décaler sa présidence. C'est un choix politique de ne pas le faire. Prochaine Présidence française de l'UE, pas avant 2035

C'est un choix politique risqué. Faire la promotion de l'Europe pendant une élection nationale est moins facile que d'en faire un bouc émissaire. Mais c'est un marqueur politique qui différencie Emmanuel Macron de ses adversaires, et pour lui, un thème de prédilection. [...]

## **ANNEXE 2**

### **Quels sont les instruments juridiques de l'UE ?**

Vie-publique.fr : 31 mars 2021

Le droit de l'Union européenne prévoit l'existence de cinq instruments juridiques qui peuvent être adoptés selon deux types de procédures. Une relation hiérarchique existe selon la procédure suivie pour l'adoption de l'acte juridique.

Quels sont les cinq instruments juridiques de l'Union ?

Par souci de simplification, le nombre des instruments juridiques de l'Union a été réduit de 15 à 5 par le traité de Lisbonne de 2007 (entré en vigueur en décembre 2009). Les cinq instruments sont : le règlement, la directive et la décision qui sont obligatoires ; la recommandation et l'avis, qui ne le sont pas.

Comment les instruments juridiques s'appliquent-ils ?

Tous les instruments juridiques s'appliquent indifféremment à l'ensemble des politiques de l'Union. En revanche, la procédure d'adoption peut différer selon les politiques. Deux procédures existent :

- la procédure législative ordinaire, procédure de droit commun qui nécessite un vote à la majorité qualifiée au Conseil de l'Union européenne (55% des États, représentant 65% de la population) et un vote du Parlement européen ;
- des procédures législatives spéciales correspondant à toutes les autres formes d'adoption prévues par les traités.

Pour les actes non législatifs (qui peuvent être aussi des directives, règlements, décisions, recommandations et avis), ils sont adoptés par chaque institution ou organe selon leurs règles propres.

Quelle est la hiérarchie des normes européennes ?

Une hiérarchie est établie entre les normes européennes, trois types d'actes étant distingués :

- les actes législatifs : il s'agit des actes juridiques adoptés par la procédure législative (ordinaire ou spéciale) ;
- les actes délégués : "un acte législatif peut déléguer à la Commission le pouvoir d'adopter des actes non législatifs de portée générale qui complètent ou modifient certains éléments non essentiels de l'acte législatif" ;
- les actes d'exécution : ils fixent les modalités de mise en œuvre des actes législatifs.

### **ANNEXE 3**

#### **Traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne - Traité sur l'Union européenne 2012/C 326/01**

##### **Article 2**

1. Lorsque les traités attribuent à l'Union une compétence exclusive dans un domaine déterminé, seule l'Union peut légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants, les États membres ne pouvant le faire par eux-mêmes que s'ils sont habilités par l'Union, ou pour mettre en œuvre les actes de l'Union.
2. Lorsque les traités attribuent à l'Union une compétence partagée avec les États membres dans un domaine déterminé, l'Union et les États membres peuvent légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants dans ce domaine. Les États membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne. Les États membres exercent à nouveau leur compétence dans la mesure où l'Union a décidé de cesser d'exercer la sienne.
3. Les États membres coordonnent leurs politiques économiques et de l'emploi selon les modalités prévues par le présent traité, pour la définition desquelles l'Union dispose d'une compétence.
4. L'Union dispose d'une compétence, conformément aux dispositions du traité sur l'Union européenne, pour définir et mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune.
5. Dans certains domaines et dans les conditions prévues par les traités, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des États membres, sans pour autant remplacer leur compétence dans ces domaines.

Les actes juridiquement contraignants de l'Union adoptés sur la base des dispositions des traités relatives à ces domaines ne peuvent pas comporter d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

6. L'étendue et les modalités d'exercice des compétences de l'Union sont déterminées par les dispositions des traités relatives à chaque domaine.

#### Article 3

1. L'Union dispose d'une compétence exclusive dans les domaines suivants :

- a) l'union douanière ;
- b) l'établissement des règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur ;
- c) la politique monétaire pour les États membres dont la monnaie est l'euro ;
- d) la conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune de la pêche ;
- e) la politique commerciale commune.

2. L'Union dispose également d'une compétence exclusive pour la conclusion d'un accord international lorsque cette conclusion est prévue dans un acte législatif de l'Union, ou est nécessaire pour lui permettre d'exercer sa compétence interne, ou dans la mesure où elle est susceptible d'affecter des règles communes ou d'en altérer la portée.

#### Article 4

1. L'Union dispose d'une compétence partagée avec les États membres lorsque les traités lui attribuent une compétence qui ne relève pas des domaines visés aux articles 3 et 6.

2. Les compétences partagées entre l'Union et les États membres s'appliquent aux principaux domaines suivants :

- a) le marché intérieur ;
- b) la politique sociale, pour les aspects définis dans le présent traité ;
- c) la cohésion économique, sociale et territoriale ;
- d) l'agriculture et la pêche, à l'exclusion de la conservation des ressources biologiques de la mer ;
- e) l'environnement ;
- f) la protection des consommateurs ;
- g) les transports ;
- h) les réseaux transeuropéens ;
- i) l'énergie ;
- j) l'espace de liberté, de sécurité et de justice ;
- k) les enjeux communs de sécurité en matière de santé publique, pour les aspects définis dans le présent traité.

3. Dans les domaines de la recherche, du développement technologique et de l'espace, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions, notamment pour définir et mettre en œuvre des programmes, sans que l'exercice de cette compétence ne puisse avoir pour effet d'empêcher les États membres d'exercer la leur.

4. Dans les domaines de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions et une politique commune, sans que l'exercice de cette compétence ne puisse avoir pour effet d'empêcher les États membres d'exercer la leur.

#### Article 5

1. Les États membres coordonnent leurs politiques économiques au sein de l'Union. À cette fin, le Conseil adopte des mesures, notamment les grandes orientations de ces politiques.

Des dispositions particulières s'appliquent aux États membres dont la monnaie est l'euro.

2. L'Union prend des mesures pour assurer la coordination des politiques de l'emploi des États membres, notamment en définissant les lignes directrices de ces politiques.

3. L'Union peut prendre des initiatives pour assurer la coordination des politiques sociales des États membres.

#### Article 6

L'Union dispose d'une compétence pour mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des États membres. Les domaines de ces actions sont, dans leur finalité européenne :

- a) la protection et l'amélioration de la santé humaine ;
- b) l'industrie ;
- c) la culture ;
- d) le tourisme ;
- e) l'éducation, la formation professionnelle, la jeunesse et le sport ;
- f) la protection civile ;
- g) la coopération administrative.